MAITRE D'OUVRAGE :
Groupement de commandes
SMAEPA de la région de GRIGNEUSEVILLE
BELLENCOMBRE
Commune de BOSC LE HARD

Assistant au Groupement de commande :

AQUA ENVIRO'
CONSULTANT

ACCORD CADRE A BON DE COMMANDE
PRESTATIONS DE SERVICE
ENTRETIEN D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Pièce 0 : Règlement de la Consultation (RC)

Date limite de remise des offres : 17 février 2023

Heure limite de remise des offres : 12h00

ARTICLE 1	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2	GROUPEMENT DE COMMANDE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.3	ASSISTANT AU GROUPEMENT DE COMMANDE	3
1.4	TYPE DE LA CONSULTATION	3
1.5	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.6	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
ARTICLE 2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1	DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
2.2	DELAIS D'EXECUTION	5
2.3	VARIANTES	5
2.4	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.5	MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD CADRE ET MODALITES DE FINANCEMENT	5
ARTICLE 3	DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.1	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.2	MODIFICATION DE DETAIL AUX DOSSIERS DE CONSULTATION	6
3.3	CONDITIONS DE REMISE DES DOCUMENTS	6
ARTICLE 4	CONDITIONS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
4.1	<i>PIECES DE CANDIDATURE</i>	6
4.1.1	RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA SITUATION JURIDIQUE DU CANDIDAT	6
4.1.2	RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CAPACITE FINANCIERE ET TECHNIQUE	7
4.2	<i>OFFRES</i>	8
ARTICLE 5	CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	9
ARTICLE 6	SELECTION DES CANDIDATS ET ANALYSE DES OFFRES.	11
6.1	CRITERES DE JUGEMENTS DES CANDIDATURES	11
6.2	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	11
6.2.1	CRITERE 1 : VALEUR TECHNIQUE 60 POINTS :	11
6.2.2	CRITERE 2 : PRIX DES PRESTATIONS 40 POINTS :	11
6.3	NEGOCIATION	12
6.4	DESIGNATION DU LAUREAT	12
6.5	ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE	12
ARTICLE 7	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	13
ARTICLE 8	PROCEDURES ET RECOURS	13

ARTICLE 1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 *Objet de la consultation*

La consultation concerne l'accord cadre à bons de commandes ayant pour objet :

PRESTATIONS DE SERVICE
ENTRETIEN D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les prestations objets de l'accord cadre concernent des installations implantées sur le périmètre des deux collectivités membres du groupement de commande :

- ✚ SMAEPA de la région de GRIGNEUSEVILLE BELLENCOMBRE
- ✚ Commune de BOSC LE HARD

Chaque collectivité conserve la responsabilité d'exécution du marché et émet les bons de commande au titulaire en fonction de ces besoins.

L'accord cadre est passé pour une durée d'un (1) an renouvelable trois (3) fois à compter de la notification.

1.2 *Groupement de commande*

Le groupement de commande est constitué conformément à l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique dont le mandataire est :

SMAEPA de la région de GRIGNEUSEVILLE BELLENCOMBRE

Mairie de Grigneuseville rue de l'Eglise

76850 GRIGNEUSEVILLE

Représenté par son président Christophe COQUATRIX.

1.3 *Assistant au Groupement de commande*

Aqua Enviro'

52 route du Beau Soleil

76750 VIEUX MANOIR

représentée par son gérant Eric PHILIPPE .

1.4 *Type de la consultation*

L'accord cadre sera passé selon une procédure adaptée ouverte conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Elle concerne la passation d'un accord cadre à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable trois fois sans minimum mais avec un maximum pour la durée totale de l'accord cadre y compris reconductions, fixé à 215 000 € HT.

1.5 *Conditions de participation des concurrents*

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur

montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

En cas de groupement, la forme souhaitée par Le groupement de commande est un groupement solidaire ou conjoint dont le mandataire est solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du groupement de commande tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- ✚ en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- ✚ en qualité de membres de plusieurs groupements.

Une note de présentation déclinera les compétences de l'entreprise ou de l'ensemble des membres du groupement.

1.6 *Nomenclature communautaire*

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>
90460000-9 : Services de vidange de puisards ou de fosses septiques.

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 *Durée de l'accord cadre*

L'accord cadre est passé pour une durée d'un an renouvelable trois fois à compter de leur notification.

2.2 *Délais d'exécution*

Les délais d'exécution seront imposés à l'acte d'engagement.

2.3 *Variantes*

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

2.4 *Délai de validité des offres*

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 *Mode de règlement de l'accord cadre et modalités de financement*

Les modalités de règlement sont définies dans l'acte d'engagement et le cahier des clauses administratives particulières.

Les prestations seront financées par le budget assainissement non collectif de chaque collectivité membre du groupement

ARTICLE 3 DOSSIER DE CONSULTATION

3.1 *Contenu du dossier de consultation*

Il comprend les pièces suivantes :

- ✚ Pièce 0 : Règlement de la consultation (RC)
- ✚ Pièce 1 : Acte d'engagement (AE)
- ✚ Pièce 2 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✚ Pièce 3 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- ✚ Pièce 4 : Bordereau des prix unitaires (BPU)
- ✚ Pièce 5 : Détails quantitatifs non contractuels (base d'analyse des offres)
- ✚ Pièces annexes :
 - Ann 1 : RAD 2021 SMAEPA de la région de GRIGNEUSEVILLE BELLENCOMBRE, VEOLIA
 - Ann 2 : RAD 2021 Commune de BOSC LE HARD, VEOLIA
 - Ann 3 : RPQS 2021 Commune de BOSC LE HARD
 - Ann 4 : bilan d'activité 2015-2018 , Halbourg
 - Ann 5 : Inventaire des installations concernées SMAEPA de la région de GRIGNEUSEVILLE BELLENCOMBRE
 - Ann 6 : Inventaire des installations concernées Commune de BOSC LE HARD

3.2 *Modification de détail aux dossiers de consultation*

Le groupement de commande se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant les dates limites fixées pour la réception des candidatures ou des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. En cas de report des dates limites, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.3 *Conditions de remise des documents*

En application de l'article R2132-2 du Code de la Commande Publique, les documents dématérialisés du dossier de consultation, les documents et renseignements complémentaires et l'avis d'appel public à la concurrence sont disponibles gratuitement et exclusivement via le profil acheteur : <https://marchespublics.adm76.com>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat peut renseigner le nom de l'organisme candidat, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le téléchargement peut être effectué anonymement. En tel cas ou en cas de fourniture de coordonnées non valides ou erronées, le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation.

Le dossier n'est pas disponible en version papier.

ARTICLE 4 CONDITIONS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en français et exprimées en euros. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français de l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pour chaque lot, le dossier se composera de deux sous-dossiers :

4.1 *Pièces de candidature*

Le candidat fournira les pièces prévues dans le Code de la Commande Publique aux articles L2142-1, R2142-3, R2143-3 et R2143-4.

Le dossier comprendra ainsi :

4.1.1 Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat

- ✚ DC 1 (Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants,) disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.
- ✚ Extrait Kbis et pouvoir de la personne habilitée à engager la société dans le cadre de l'offre.

- ✚ Déclaration sur l'honneur du candidat
 - pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion, mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11.
 - pour justifier qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définis aux articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail

4.1.2 Renseignements relatifs à la capacité financière et technique

- ✚ DC 2 (Déclaration du candidat), disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.
- ✚ Les attestations d'assurances en cours de validité avec précision sur les activités couvertes et sur l'étendue des garanties
 - **responsabilité civile professionnelle pour les prestations objets du marché**
- ✚ Les éléments justifiant de la capacité financière : déclaration de chiffres d'affaires des trois derniers exercices concernant des prestations similaires à celle du marché.
- ✚ La justification de son agrément pour la réalisation de vidanges de fosses septique, les habilitations des personnels pour l'intervention en milieu confiné et les habilitations pour interventions sur des installations électriques.
- ✚ Une présentation synthétique de références de moins de cinq ans pour des opérations d'étude similaires :
 - pour des activités d'entretien d'installations d'assainissement non collectif
 - pour la maintenance de poste de relevage individuel

Les références seront présentées sous forme de tableaux et seront classées par catégorie avec *a minima* les informations suivantes :

- Description sommaire Date de démarrage et de fin de la mission
- Identification du maître d'ouvrage
- Montant des honoraires
- Identification du chargé d'affaires

En complément, le candidat pourra joindre tous documents attestant ses références : fiches descriptives, qualification, certificats de capacité délivrés par des maîtres d'ouvrage.

- ✚ Une présentation des moyens techniques et humains de l'entreprise
- ✚ Les différentes habilitations du personnel : transport, AIPR, électricité

Dans le cas de groupement, les justifications relatives aux garanties professionnelles et financières des candidats sont présentées de la manière suivante :

- ✚ Le DC1 signé des membres du groupement
- ✚ Un sous-dossier numéroté par entreprise (mandataire, cotraitant) comprenant l'ensemble des pièces visées ci-avant chaque sous dossier portant le nom du cotraitant concerné.
- ✚ **Justification de son agrément pour la réalisation de vidanges de fosses septique, les habilitations des personnels pour l'intervention en milieu confiné et les habilitations pour interventions sur des installations électriques.**

4.2 Offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes qui seront identifiées numériquement comme suit :

« Identifiant de la pièce » « PS ENT ANC GRIG BLH » « nom de l'entreprise » « V0 »

Identifiant	Description
P1 AE	L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : à compléter et à signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du marché,
P2 CCAP	le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), daté et signé,
P3 CCTP	le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), daté et signé,
P4 BPU	Le Bordereau des Prix Unitaire(BPU) daté et signé,
P5 DQE	Les trois détails estimatifs et Quantitatifs permettant de juger le volet financier de l'offre (DQE)
L'offre du candidat sera composée des 8 pièces suivantes qui permettront de juger de sa qualité.	
M1	Présentation de la méthode mise en œuvre pour l'organisation et la réalisation et le suivi des prestations d'entretien périodique et d'intervention d'urgence
M2	Moyens matériels mis en œuvre pour la réalisation des prestations prévues dans l'accord cadre en particulier pour les opérations de vidange et de curage
M3	Description de la filière d'élimination des sous-produits : matières de vidanges, graisses, équipements remplacés
M4	Personnel affecté à la réalisation des prestations et curriculum vitae, habilitations
M5	Moyens d'astreintes et d'intervention d'urgence
M6	Liste et fiches techniques des fournitures prévues : pompe, alarme, compresseur ...
M7	Présentation des documents remis à la suite des prestations

Le non-respect des prescriptions de présentation des offres ou l'absence des pièces demandées au titre du mémoire explicatif pourra entraîner le cas échéant l'élimination de l'offre.

Les pièces seront présentées en format PDF en excluant les PDF réalisés en format image à partir d'un scanner.

Les pièces 4 et 5 remises au format XLS dans le dossier de consultation seront présentés sous ce même format dans l'offre.

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du groupement de commande.

ARTICLE 5 CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les offres seront exclusivement remises par voie électronique.

L'offre sera être remise par télétransmission sur le profil acheteur :

<https://marchespublics.adm76.com>

en suivant la procédure indiquée sur le site.

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site de dématérialisation. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Le dossier doit contenir deux sous dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Le candidat doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Toutefois, elle le sera au stade de la passation du marché.

Le cas échéant, pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES).

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Chaque pièce transmise par voie électronique est le cas échéant, signée au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être :

- ✚ soit conformes au référentiel général de sécurité (RGS),
- ✚ soit conformes à des conditions de sécurité équivalentes au RGS**,
- ✚ soit référencés sur la liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'État (Cf. : <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats/>)

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012, le candidat pourra utiliser l'outil de signature de son choix sous réserve de transmettre gratuitement les moyens nécessaires à la vérification de la validité de la signature et de son certificat ainsi que de l'intégrité des documents.

Le candidat reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du code civil, qui entre les parties présente la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au candidat de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le candidat veillera à porter une attention particulière à la qualité du détenteur du certificat de signature électronique qui signe les documents transmis par voie dématérialisée, celui-ci devant être dûment habilité à engager la société.

Toute opération effectuée sur le site est réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le maître de l'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé. Le maître de l'ouvrage reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- ✚ un programme informatique malveillant est détecté
- ✚ si la candidature ou l'offre informatique a été reçue hors des délais, sous réserve que le candidat apporte la preuve qu'il l'avait envoyé dans les délais
- ✚ si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le maître de l'ouvrage s'il n'est pas ouvert. La copie de sauvegarde sera adressée sous pli cacheté et portera les mentions suivantes :

Offre pour

Accord cadre pour prestations de service, entretien d'installations d'assainissement non collectif

Groupement de commande :

SMAEPA de la région de GRIGNEUSEVILLE BELLENCOMBRE

Commune de BOSC LE HARD

Présentée par :

A OUVRIR PAR LE MADATAIRE DU GROUPEMENT DE COMMANDE

COPIE DE SAUVEGARDE

NE PAS OUVRIR

ARTICLE 6 SELECTION DES CANDIDATS ET ANALYSE DES OFFRES.

6.1 Critères de jugements des candidatures

L'examen des candidatures sera réalisé conformément aux articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la Commande Publique.

Après examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces sont manquantes ou incomplètes, Le groupement de commande peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la Commande Publique, ou qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées dans le présent règlement, ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes, ne seront pas admises.

6.2 Critères de jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 59 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Les offres remises seront appréciées avec une note maximale de 100 répartie selon les deux critères pondérés suivants :

6.2.1 Critère 1 : Valeur Technique 60 points :

	Document analysé
Méthodologie : 15 points	M1 et M3
Moyens humains : 10 Points	M4/M5
Moyens techniques : 10 points	M2/M5
Fournitures : 10 points	M6
Suivi et contrôle des prestations : 15 points	M7

La note sera calculée pour chaque critère selon la pondération suivante :

- Méthodologie : 15 points
- Moyens humains : 10 Points
- Moyens techniques : 10 points
- Fournitures : 10 points
- Suivi et contrôle des prestations : 15 points

Le volet technique est ainsi noté sur 60 points.

La note attribuée à chaque candidat sera corrigée comme suit :

NOTE TECHNIQUE FINALE = (NOTE DU CANDIDAT CONSIDERE/MEILLEURE NOTE OBTENUE) X60

6.2.2 Critère 2 : Prix des prestations 40 points :

L'analyse sera menée sur la base du cumul des 3 détails estimatifs et quantitatifs

L'offre la moins chère se verra attribuée la note maximale.

Les notes attribuées sur le critère « Prix des prestations » seront établies selon la formule de calcul suivante : **NOTE = (OFFRE LA MOINS CHERE/OFFRE CONSIDEREE) X40**

6.3 *Négociation*

Le groupement de commande se réserve le droit d'engager une négociation suite à l'analyse des offres.

Elle portera :

- + Sur le contenu technique des offres.
- + Sur le prix.

Elle comprendra :

- + Soit une procédure d'audition définie comme suit :
 - L'envoi d'un courrier aux candidats concernés précisant les aspects sur lequel portera l'audition.
 - Une audition et discussion.
 - L'envoi par le candidat d'un complément d'offre au terme de la discussion.
 - De la mise à jour de l'analyse des offres.
- + Soit une simple consultation complémentaire par écrit des différents candidats

6.4 *Désignation du lauréat*

Le marché sera attribué par Le groupement de commande aux termes de l'analyse et des négociations éventuelles. Le groupement de commande se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation pour des motifs d'intérêt général.

6.5 *Achèvement de la procédure*

Le marché sera attribué par Le groupement de commande aux termes de l'analyse et des négociations éventuelles.

Le marché sera conclu dans les conditions définies dans les articles R2182-1 et suivant du Code de la Commande Publique

Le Groupement de commandes se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 7 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres

Les demandes seront formulées uniquement via le profil acheteur :

<https://marchespublics.adm76.com>

Une réponse sera alors adressée, via le profil acheteur, à toutes les entreprises admises à présenter une offre, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8 PROCEDURES ET RECOURS

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- ✚ Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- ✚ Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- ✚ Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rouen
53, avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN
Téléphone : 02.32.08.12.70
Télécopie : 02.32.08.12.71
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/>

Tel : 02.32.08.12.70, télécopieur : 02.32.08.12.71.

Fin du règlement de la consultation